

→
duits, par exemple, parmi les juifs ou les Arméniens.

Mais cette découverte moderne que fait le peuple tzigane de sa propre spécificité ne saurait être comparée au sionisme. Les Tziganes entendent rester — et même, pour certains groupes, devenir — des citoyens à part entière du pays où leur communauté est implantée. Mais, de plus en plus, les Tziganes préfèrent avoir pour responsables des gens instruits sortis de leurs rangs, et le développement de leur élite s'accroît fortement. Dans les pays de l'Est, de nombreux Tziganes occupent de très hauts postes administratifs. En Yougoslavie, la langue tzigane devient un excellent moyen de culture. Les associations et comités tziganes organisent des rencontres importantes, dirigent des services sociaux, sont reconnus et parfois aidés par nombre de pays européens et combattent partout le racisme sous toutes ses formes.

En Angleterre, le « Gypsy Council », affilié au Comité international tzigane, organise une rencontre mondiale des dirigeants tziganes à Londres du 5 au 10 avril 1971, avec l'appui du Gouvernement britannique. Des Roms viendront d'Europe centrale, de Suède, de Yougoslavie, du Canada, du Maroc pour participer aux rassemblements où riches et pauvres seront mêlés, où les caravanes peintes aux couleurs tziganes (le bleu, symbole du cosmos et de liberté, le vert, symbole de l'homme et de la nature, auxquelles s'ajoute le rouge rappelant le martyr des 500 000 Roms morts dans les camps de déportation de l'Allemagne nazie) se grouperont autour des feux de camp, le soir, où violons et guitares s'accorderont en une fraternelle symphonie.

Vanko ROUDA

Révolte gitane en Italie

LES Manouches sont en colère. A peine viennent-ils de voir leur droit à l'eau municipale reconnu à Kaltenhouse en France, que leur situation devient critique à Bolzano, en Italie du Nord.

Dans cette région, les « Sinté » nomades ne disposent plus de terrain de stationnement. Et la tolérance de la police à leur égard a soudain disparu. On cite le cas d'une famille contrainte de déménager cinq fois dans la même journée. Ils ne peuvent plus envoyer leurs enfants dans les écoles, spécialement créées cependant pour eux par le **Komitia Lumiatî Romani** et l'organisme officiel **Opera Nomadi**. De plus, la majorité d'entre eux vivent sous la tente, c'est-à-dire dans des conditions particulièrement précaires sous ce climat : les Dolomites sont déjà recouvertes de neige.

Saisi de cette situation par Derek Tipler, président de sa section italienne, le Comité international tzigane s'est adressé au président de la Giunta Provinciale de Bolzano qui l'a renvoyé au maire de la ville. Et les « Sinté » se sont mis en grève, refusant de remplir, pour certains d'entre eux, leurs emplois occupés auprès de l'administration communale, comme, par exemple, celui de conducteurs des cars des écoles.

40 ans pour obtenir de l'eau...

A 30 km au nord de Strasbourg, à l'orée de la forêt de Hagueneau, se situe la localité de Kaltenhouse, forte de 1 600 habitants ; et sur le territoire de cette commune, un village tzigane s'est installé depuis environ 1930.

Sédentarisés, les quelque cent Manouches du village vivent néanmoins, en grande majorité, dans des caravanes pour la plupart anciennes et en bois. Les hommes et les jeunes gens travaillent dans des entreprises voisines ;

Un reporter du « Figaro » note que les Tziganes de Kaltenhouse sont de « véritables parias en proie à l'hostilité de toute la population et même des édiles de la commune, comme les commerçants juifs d'Orléans ou d'Amiens, victimes de la « rumeur », démontrant la résurgence d'un racisme dont nous devrions tous avoir honte ». Ainsi, depuis de longues années et par des démarches répétées, les familles manouches ont demandé à la municipalité une adduction d'eau qu'elle leur a refusée.

Ainsi, chaque jour, femmes et enfants devaient aller chercher l'eau à un kilomètre de distance pour trente centimes le seau.

Il y a deux ans, les Manouches crurent à la solution. A côté de leur propriété, se construisait une usine ; la municipalité aménagea une route (qui empiète d'ailleurs sur le hameau tzigane sans qu'aucune

Rien « sous la pression extérieure » ?

Devant la détermination des responsables manouches d'« Im Teich », de l'appui qu'ils reçoivent de leur communauté, des démarches officielles et de l'intervention de la presse en faveur des Tziganes, le

expropriation n'ait été prononcée, ni aucun dédommagement accordé) et une nouvelle canalisation d'eau fut posée. Mais le raccordement demandé par les Manouches fut refusé par la municipalité.

Le conseil municipal expliqua ainsi son refus :

— Il y a un ruisseau qui passe à proximité « d'Im Teich ». Les Gitans n'ont qu'à y prendre de l'eau.

— Si l'eau est installée au village tzigane, d'autres Gitans viendront à « Im Teich ».

— Depuis des dizaines d'années, les Gitans vont chercher l'eau dans la commune : qu'ils continuent.

Devant la mauvaise volonté répétée de la municipalité, la communauté manouche organise alors une plus vaste offensive. La Faculté des Lettres de Strasbourg, par l'entremise de la Société Areno, se pose en défenseur. On fait valoir que l'attitude du conseil municipal de Kaltenhouse est contraire aux dispositions de la loi municipale de droit local du 6 juin 1895, qui stipule l'égalité des droits de tous les habitants d'une commune à l'usage des institutions et établissements publics communaux, ainsi qu'à la jouissance des biens communaux.

conseil municipal déclare, en séance extraordinaire, qu'il ne cédera pas « sous la pression extérieure ».

Mais cette « pression extérieure » s'accroît. La télévision et la presse s'emparent du problème. Le journaliste strasbourgeois François Bernard, grand ami des Roms, multiplie les prises de position. Et le 2 novembre, alors que des cameramen de l'O.R.T.F. commencent à filmer une gitane prenant de l'eau à une fontaine de la commune, une altercation est provoquée par des habitants de Kaltenhouse ; on déplore un blessé. Le 7 novembre, une réunion d'information est tenue au siège parisien du Comité international tzigane où Charles Reinhardt expose la situation des frères manouches alsaciens.

C'est alors que le conseil municipal décide soudainement de faire droit à la requête de la population tzigane d'« Im Teich » et promet l'installation de la bouche d'eau souhaitée.

Ne peut-on souhaiter maintenant que disparaissent de Kaltenhouse les affiches apposées sur les cafés : « Ce local est interdit aux nomades » ?

Apartheid

Comment peut-on supporter cela ?

CHACQUE fois que nous présentons à un public nouveau — lors d'une réunion d'information, le tableau réel de l'apartheid, avec ses déplacements de populations, ses répressions, ses injustices, la réaction de nos auditeurs est la même : « Comment est-ce possible en 1970 ? Comment de telles aberrations, un tel mépris du droit, un tel racisme légalisé, de tels comportements peuvent-ils subsister ? Que fait l'O.N.U. ? Que font les grandes puissances ? »

Hélas, nous ne pouvons que répondre : « L'O.N.U. n'a cessé depuis vingt ans de condamner l'apartheid, mais il se renforce et constitue un danger de plus en plus évident qui menace la paix du monde, et les grandes puissances ne cessent — tout en condamnant du bout des lèvres l'affreux racisme — de rendre difficile, sinon impossible toute libération effective du Sud de l'Afrique — car l'opresseur trouve auprès d'elles l'appui le plus constant. »

Le soutien à l'oppression

Certes parmi ces grandes puissances la France n'est pas seule, et il serait injuste de lui attribuer la plus grande part de responsabilité. Même si elle viole délibérément la résolution de 1963 du Conseil de sécurité, interdisant toute vente d'armes à l'Afrique du Sud, elle est — au milieu des autres — un partenaire d'un poids très relatif et le volume de ses échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud — même s'il a tendance à s'accroître — ne peut être comparé à celui des échanges avec la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis.

Mais il reste que notre opinion publique doit mieux se mobiliser pour que cesse toute aide, directe ou indirecte, aux racistes d'Afrique du Sud, qu'en particulier toute participation au financement et à la construction du barrage de Cabora-Bassa soit retirée, et surtout que soit mis fin à tout envoi d'armes françaises à l'Afrique du Sud. Et nous ne saurions considérer les promesses faites récemment par le président Pompidou au président Kaunda, de ne plus envoyer certaines armes légères — dont l'Afrique du Sud peut facilement s'approvisionner dans ses propres entreprises — comme une attitude acceptable de notre gouvernement. Certes, il y a quelque progrès, dans la mesure où la France prend ainsi — pour la première fois — une posi-

tion un peu plus explicite et concrète en face du pays de l'apartheid — mais les livraisons d'armes lourdes, d'avions de combat, de sous-marins, d'engins sol-sol ou sol-air de toutes sortes, font de notre pays — devant les masses opprimées d'Afrique du Sud, de Rhodésie,

par

Jean-Jacques de Félice

d'Angola et du Mozambique — un symbole du soutien au racisme et à l'oppression, et les millions d'hommes de couleur habitant ces régions ne l'oublieront pas.

Une guerre terrible

Soyons réalistes : l'Afrique du Sud est une puissance économique et financière que l'on préfère aduler que combattre, et l'attitude « compréhensive » de nombreux chefs d'Etats africains nous montre jusqu'à quel point les opprimés du Sud de l'Afrique peuvent être abandonnés, même par leurs frères africains. Que la Côte-d'Ivoire ou Madagascar préfèrent envoyer des ambassadeurs à Prétoria et organiser chez eux des « Club Méditerranée » pour touristes sud-africains est significatif : la décolonisation d'une bonne partie de l'Afrique reste à faire. Mais la France peut, là encore, si elle le veut, user de son influence sur les pays africains francophones pour les amener à interrompre toute relation avec le pays de l'apartheid. Certes, la libération du Sud de l'Afrique ne pourra se faire sans la participation des populations elles-mêmes,

mais rien n'est plus démobilisateur pour elles que l'appui apporté par la France et certains pays africains à l'Afrique du Sud ou au Portugal. Et nous ne pouvons être indifférents à cet aspect important de notre politique étrangère.

Il y a quelques années déjà la France a fait connaître ainsi à l'O.N.U. sa position en face du racisme sud-africain : « La délégation française espère ardemment que le gouvernement de Prétoria et la population blanche de l'Afrique du Sud, enfin conscients de l'indignation universelle, renonceront à leur détestable et malsaine conception des rapports entre humains ».

Cette déclaration pourrait apparaître bien cynique à des combattants du Sud-Ouest Africain ou de Rhodésie, s'il leur advenait d'être mitraillés par des hélicoptères français ; mais notre action ne doit pas se limiter à une critique de l'attitude française.

L'opinion publique de notre pays est encore trop mal informée de ces problèmes pour agir et faire modifier des comportements. Il nous faut organiser des réunions, des conférences, engager partout la discussion sur l'avenir du Sud de l'Afrique, dénoncer le colonialisme portugais et ceux qui le soutiennent avec, au premier rang, l'impérialisme américain. Il faut montrer que se prépare dans cette région du monde une guerre terrible qui pourrait bien embraser tout le continent africain.

Vouloir l'élimination du racisme sud-africain c'est d'abord le faire connaître. Trop de Français l'ignorent et leurs réactions — après une information complète — est toujours la même : « Comment peut-on supporter cela ? »

R. C. SEINE 56 A 16.557
LICENCE DE VOYAGES A N° 423



Adr. Télégr. : OVELTOURS-PARIS
C. C. P. PARIS 1056 805

OFFICE DE VOYAGES LAFAYETTE

Tout billet
air - fer - mer
Réservation d'hôtel

Voyages individuels
et en groupes
pour toutes destinations

18, rue Bleue - Paris (9^e) - Tél. : 770.91.09